



NIGER

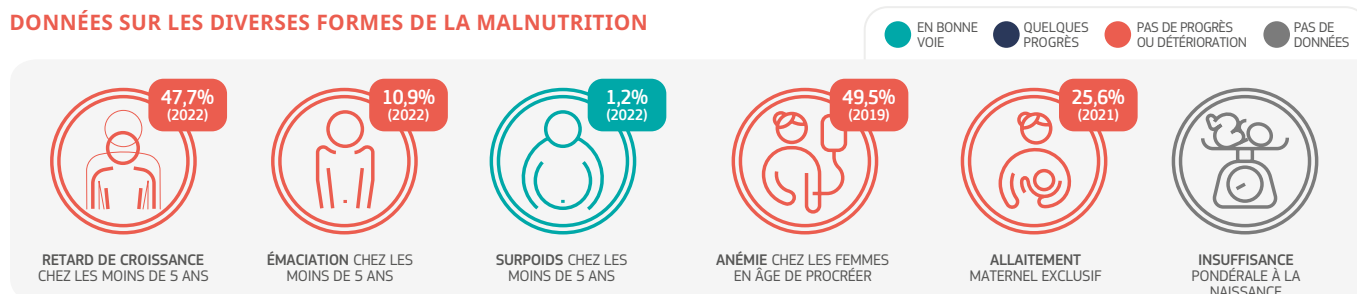
Situation nutritionnelle au Niger

EN RÉSUMÉ

La population du Niger était estimée à 27,2 millions d'habitants en 2023 et devrait atteindre 34,5 millions en 2030¹. Le pays est gravement touché par la malnutrition sous toutes ses formes. En 2022, près d'un enfant de moins de cinq ans sur deux souffrait de retard de croissance et 10 % d'émaciation. En outre, les carences en micronutriments représentent un véritable enjeu de santé public. Cette situation contribue à la persistance de la pauvreté et limite les perspectives de développement du pays². Si le Niger a considérablement augmenté sa capacité de traitement de la malnutrition aiguë, notamment grâce à l'appui des acteurs humanitaires, les actions de prévention restent insuffisantes. La détérioration de la situation sécuritaire complique

les opérations de terrain et limite l'accès aux services de base des populations des régions instables. Les dernières estimations du Cadre Harmonisé font état de plus de 3 millions de personnes se trouvant en situation de crise alimentaire (phase 3-5) pour la situation projetée de juin-août 2023³. En outre les inégalités de genre pèsent lourdement sur les indicateurs de nutrition⁴ et la forte croissance démographique du pays⁵ compense les efforts réalisés en termes de réduction de la prévalence de la malnutrition. Face à ces enjeux, il est important d'accélérer les efforts de lutte contre la malnutrition en élaborant des stratégies multisectorielles répondant aux facteurs déterminants de la malnutrition infantile dans le pays.

DONNÉES SUR LES DIVERSES FORMES DE LA MALNUTRITION



Les données présentées dans les profils nationaux de nutrition de l'UE 2023 sont tirées des Estimations conjointes sur la malnutrition infantile (JME) de l'UNICEF/OMS/Banque mondiale et du rapport mondial sur la nutrition (GNR).

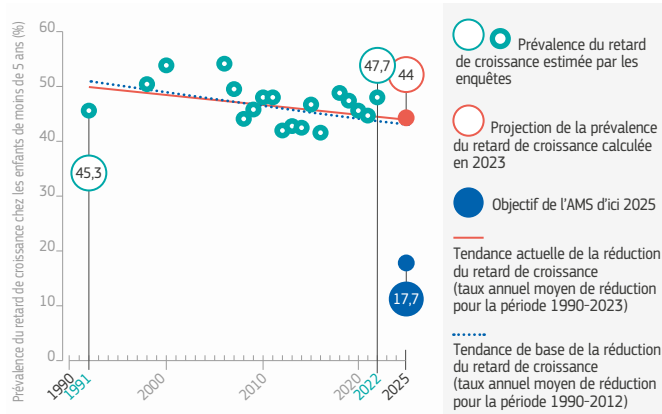
GOVERNANCE NUTRITIONNELLE

- Le Niger adhère au mouvement SUN en 2011. L'UE assure en tant que coordinateur des donateurs du réseau SUN le leadership sur les questions de nutrition et participe au dialogue politique avec le gouvernement.
- Le Niger a adopté la Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle (PNSN) et son Plan d'Action qui établissent les orientations nationales en matière de nutrition. Actuellement, le Comité Technique de la PNSN diffuse le nouveau plan d'action 2021-2025.
- En 2019 est créée grâce notamment au soutien du programme FIRST une cellule nutrition au sein du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N⁶, rattachée à la Présidence, qui assure le suivi de la mise en œuvre de la politique. Cette cellule a contribué à l'élaboration de différents plans d'action et a soutenu les activités des instances de gouvernance pertinentes.
- En 2021 l'UE a réalisé un exercice de cartographie des acteurs de la nutrition afin d'identifier les financements externes pertinents en matière de nutrition.
- La fortification de l'huile alimentaire,⁷ de la farine de blé⁸ et du sel⁹ est obligatoire.
- En 2023 un exercice de suivi des investissements de l'État en matière de nutrition a été réalisé afin d'améliorer l'efficacité de l'action publique et le plaidoyer.

Exemple de soutien de l'UE

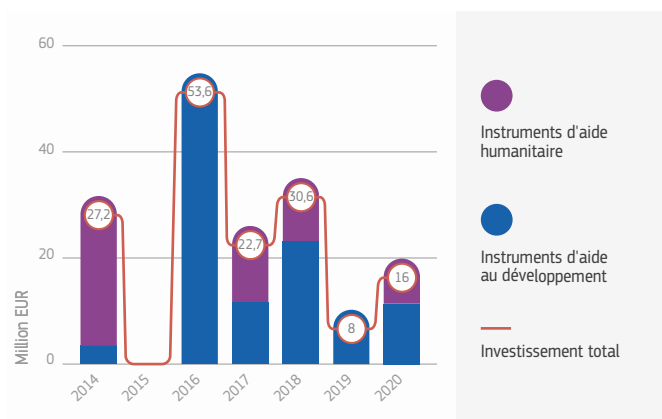
L'UE, en partenariat avec d'autres bailleurs, appuie depuis 2017 l'Institut National de la Statistique et le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N dans le cadre du programme PNIN. Cette initiative vise à créer une Plateforme Nationale d'Information sur la Nutrition capable de gérer, d'analyser et de diffuser des informations pertinentes sur la nutrition. Depuis sa création, l'unité ancrée au sein de l'Institut National de la Statistique a produit différentes analyses sur les déterminants, les tendances et les disparités géographiques de la malnutrition chronique chez les enfants. Ces travaux incluent notamment la revue du Plan d'Action de la PNSN 2021-2025, une note technique concernant la lutte contre l'anémie et une analyse des stratégies d'opérationnalisation du nexus urgence-développement dans les secteurs pertinents à la nutrition. Ces études ont permis d'alimenter le débat public sur ces questions et d'améliorer la pertinence des plans stratégiques.

Progrès sur les deux engagements de l'UE pour la nutrition



TENDANCE, PROJECTION ET OBJECTIFS DE PRÉVALENCE ET DE NOMBRE D'ENFANTS (DE MOINS DE 5 ANS) SOUFFRANT D'UN RETARD DE CROISSANCE

Les données récentes sur la prévalence du retard de croissance montrent une prévalence supérieure à celle de 1992. En raison de la croissance démographique, le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance a plus que doublé. Le taux de réduction du nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance a diminué depuis la dernière décennie, passant de 0,52 % en 2012 à 0,39 % en 2022. Si ces tendances ainsi que celles liées à l'accroissement démographique se confirment, le retard de croissance devrait toucher près de 2,5 millions d'enfants en 2025.



ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'UE POUR LA NUTRITION ENTRE 2014 ET 2020 – UN TOTAL DE 158 MILLIONS D'EUROS

De 2014 à 2020, l'UE a investi 158 millions d'euros dans le secteur de la nutrition dont 61 millions via des appuis budgétaires. Dans ce cadre, l'UE a soutenu la réforme des politiques nationales et renforcé les capacités nationales de réponse à l'insécurité alimentaire sévère. Un nouvel appui budgétaire (195 millions d'euros) a été signé en 2022 afin d'appuyer le développement des chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales. Ce contrat a fait l'objet d'une allocation supplémentaire (25 millions d'euros) afin de répondre à la crise alimentaire qui sévit dans le pays¹⁰.

En termes d'approche projet, l'initiative régionale PRISMA, qui a débuté en 2021, soutient les systèmes agro-pastoraux pour les rendre plus productifs, résilients et sains.

Enfin, l'UE continue d'appuyer la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère et de soutenir l'assistance alimentaire d'urgence dans le cadre de ses actions humanitaires¹¹.

Planification pour la nutrition 2021-2027

Au sommet N4G (2021), le Gouvernement s'est engagé à financer à hauteur de 15% le Plan d'Action de la Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle 2017-2025 (c.f. N4G Compact et son annexe). Au sommet UNFSS (2021), la feuille de route nationale définie sept «voies nationales prioritaires» vers des systèmes alimentaires durables et sensibles à la nutrition à l'horizon 2030.

La nutrition fait partie de l'approche à 360 degrés de la stratégie «Global Gateway» de l'UE. Face aux risques importants d'aggravation de la situation nutritionnelle dans un contexte de crises environnementales et sécuritaires graves, l'UE s'engage dans le cadre du NDICI à continuer d'appuyer les initiatives nationales en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle en finançant différentes actions structurantes. Ces actions sont mises en œuvre en synergie avec les programmes des États membres¹² présents dans le pays notamment dans le cadre de l'initiative Équipe Europe «Niger Générations Futures».

Suivant les principes du nexus humanitaire-développement-paix, l'UE vise à soutenir le pilotage et la coordination des mécanismes nationaux de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles. Ces appuis sont réalisés au travers d'actions d'urgence et d'investissements de plus long terme visant à renforcer l'accès des populations aux services de base et à développer l'appareil productif du pays. L'UE accompagne ainsi le développement de chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales et halieutiques porteuses pour la nutrition et pourvoyeuses de revenus pour les communautés les plus pauvres. Suivant les principes d'appui systématique décrits dans la stratégie de la Ferme à la Table, l'UE au Niger entend renforcer la durabilité environnementale des systèmes alimentaires en encourageant l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement et la conservation des ressources naturelles du pays.

Par ailleurs, au travers de son rôle de coordinateur des donateurs du réseau SUN, la Délégation de l'Union Européenne facilite le dialogue entre la communauté des bailleurs et les autorités nationales afin de favoriser la prise d'engagements forts en matière de nutrition. Elle mobilise notamment les autres bailleurs en période de crises alimentaires comme durant la campagne agricole 2021-2022. En outre, elle appuie les processus de formulation des politiques et des programmes de lutte contre la malnutrition en s'appuyant sur les travaux de recherche de la Plateforme Nationale d'Information sur la Nutrition – un programme de l'UE dont l'objectif est de renforcer les systèmes d'information nationaux et les capacités d'analyse de données pour la nutrition.

1 - UNDESA World Population Prospects 2022, données estimées pour juillet 2023. .

2 - Il a été estimé que la sous-nutrition chez l'enfant entraîne une perte d'environ 7.1% du PIB annuel - Donnée PAM.

3 - Données Cadre Harmonisé

4 - Dans le classement mondial de l'indice d'inégalité de genre 2022, le Niger a une valeur de 0,609 et se place au 154ème rang sur 166 pays.

5 - Le Niger a un des taux de natalité les plus élevés au monde lié aux mariages précoces des filles et de leur accès limité à l'éducation et aux soins de santé

6 - Les Nigériens Nourrissent les Nigériens

7 - Depuis 2021

8 - Depuis 2010

9 - Depuis 2014

10 - Après le coup d'Etat du 26 juillet 2023 qui a écarté le président démocratiquement élu nigérien Mr. Mohamed Bazoum, les actions de coopération avec le Niger qui impliquent les autorités, et notamment les appuis budgétaires, ont été suspendues jusqu'à nouvel ordre.

11 - Les données de cette section excluent certains engagements régionaux, mondiaux et de politique/recherche/information qui n'ont pas pu être ventilés par pays bénéficiaire. La Commission européenne a appliqué la méthodologie du réseau de donateurs SUN pour le suivi des ressources nutritionnelles 2014-2020 et le marqueur de politique nutritionnelle du CAD de l'OCDE à partir de 2021.

12 - FR, DE, BE, ES, IT, LU, NL.